

«L'assainissement véritable» se fait attendre

Dans son avis sur le budget de l'Etat 2007, la Chambre de Commerce se félicite que le projet innove dans le sens que l'effet ciseau entre recettes et dépenses budgétaires qui était à l'origine de la détérioration sensible des finances publiques au cours des dernières années a été inversée. Or, il reste du pain sur la planche pour assainir véritablement les finances publiques ont souligné hier matin le président de la Chambre de Commerce, Michel Wurth, le directeur Pierre Gramegna ainsi que Carlo Thelen, chef du département économique, lors d'une conférence de presse. Les responsables font remarquer tout d'abord que le budget 2007 sera exécuté dans un environnement économique probablement moins porteur que celui des années 2005 et 2006. La dichotomie entre conjoncture favorable et hausse des indicateurs inhibiteurs de compétitivité continuerait d'être importante.

Insuffisant: les mesures tripartites

Les mesures tripartites seraient insuffisantes pour réduire cette dichotomie et pour freiner ces dépenses de manière à rétablir durablement l'équilibre de l'Administration centrale, alors que les besoins en investissements publics futurs seraient colossaux pour faire face à l'évolution démographique prévisible du pays.

«Malgré les bonnes performances économiques et malgré les mesures de réduction des dépenses de l'ordre de 390 millions d'euros décidées dans la Tripartite, le déficit de l'Administration centrale ne diminue que de quelque 120 millions d'euros», constate la Chambre de Commerce. Donc, «plus de deux tiers des mesures d'économies retenues lors des négociations tripartites sont dépensés», alors que les dépenses de l'Administration Centrale restent «énormes» et que ce sont surtout les cotisations sociales - grâce à la conjoncture - qui expliquent la diminution du déficit de l'Administration publique de 1,7% en 2006 à 0,9% en 2007. Or, dans un futur proche, vu surtout le développement démographique, la sécurité sociale devrait virer de facteur stabilisateur en facteur générateur de déficits publics. Une évolu-



Michel Wurth, le président de la Chambre de Commerce et le directeur, Pierre Gramegna, réclament aussi une justification d'année en année des dépenses budgétaires et un recentrage de l'Etat autour de missions prioritaires du moment

Photo: CK

tion à contrecarrer par des mesures «incisives» dès à présent.

De la marge de manoeuvre!

Mais l'assainissement durable des finances publiques passe surtout par une maîtrise des dépenses de l'Administration Centrale, trop timides pour la Chambre de Commerce, qui ne se lasse de rappeler le caractère instable de certaines catégories de recettes, dépendant soit des marchés financiers internationaux, soit de décisions politiques dans les pays voisins.

Il faudra veiller au grain et prendre les bonnes décisions pour garantir les finances publiques à moyen et long terme, d'autant plus que les «stabilisateurs automatiques» matérialisés par les réserves dans les fonds spéciaux de l'Etat ont tendance à fondre comme neige au soleil. La Chambre de Commerce craint que les fonds spéciaux ne pourront plus jouer leur rôle lors du prochain retournement de conjoncture. Le seul espoir résiderait dans les dotations supplémentaires des fonds spé-

ciaux sur base des plus-values de recettes prévisibles sur l'exercice 2006. La marge de manoeuvre pour des adaptations fiscales pourtant indispensables dans l'intérêt de la consolidation, voire de l'extension de diverses activités économiques vient elle aussi à manquer, alors que l'endettement de l'Etat a tendance à augmenter.

Economiser 210 millions

Quelles solutions pour s'en sortir de cette situation? La Chambre de Commerce propose un inventaire non exhaustif d'économies budgétaires supplémentaires de l'ordre de 210 millions d'euros au total résultant notamment de l'abolition du forfait d'éducation (économie de 73,4 millions d'euros) et de l'allocation d'éducation (économie de 73,9 millions d'euros), qualifiée par la Chambre de Commerce comme contraire à la stratégie de Lisbonne car incitant les mères à rester au foyer et reporter certains investissements dans des infrastructures culturelles et des équipements militaires.

Surtout, la Chambre de Commerce appelle à une politique plus ciblée au niveau des transferts sociaux et à une réforme en profondeur des systèmes de sécurité sociale pour en garantir la soutenabilité à long terme.

La Chambre appelle aussi à accroître la compétitivité fiscale de l'économie en général et de la place financière en particulier, à diversifier davantage l'économie, à mieux promouvoir le Luxembourg à l'étranger, à investir de manière efficace dans la recherche publique à travers la constitution d'un nouveau Fonds spécial «Recherche et Innovation», à garantir la neutralité financière de l'introduction du statut unique des salariés et à mener une politique du logement orienté non sur les aides à la personne, mais sur le soutien de l'offre. Enfin et surtout, la Chambre de Commerce estime que le système d'éducation et de formation du pays constitue un domaine-clé pour préparer la société luxembourgeoise aux défis de l'avenir. A transformer en conséquence donc...